13e année
numéro 244

la révolution prolétarienne

10 avril 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

Cinq morts et des centaines de blessés... Clichy, 16 mars 1937
par P. CADEAU

La fin de Yagoda
par V. SERGE

La crise gouvernementale en Catalogne
par L. NICOLAS

Intérêt général ou lutte de classe ?
par A. LEMIRE

L'ouvrier tunisien et la C. G. T. T.
par B. GUENAOUI

Retour de Russie
par K. LEGAY

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 244

(10 avril 1937)

Cinq morts et des centaines de blessés... Clichy, 16 mars 1937 ..... P. CADEAU.
La fin de Yagoda ..... Victor SERGE.
La fin des bolchéviks géorgiens.
La crise gouvernementale en Catalogne .. L. NICOLAS.
Intérêt général ou lutte de classe? .... A. LEMIRE.
L'Indochine sous la botte fasciste.
L'ouvrier tunisien et la C.G.T.T. ..... B. GUENAOUI.
Retour de Russie ..... Kléber LEGAY.

PARMI NOS LETTRES

Notre « malaise » ..... Jean LEUNOIS.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le drame de Clichy. — La grève du 18 mars. — Faux départ ..... M. CHAMBELLAND.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Une nouvelle brochure sur les procès de Moscou

De la Révolution de Lénine
A LA
Contre-Révolution de Staline

Prix : **2** fr. **50**

Ecrite par des camarades allemands émigrés, qui ont joué un rôle de premier plan dans le Parti Communiste allemand, après les événements de 1925, cette brochure est à lire.
Elle montre comment toutes les tendances révolutionnaires jugent maintenant, de la même manière,

la contre-révolution stalinienne.

En vente à la **LIBRAIRIE DU TRAVAIL**
17, rue de Sambre-et-Meuse - PARIS (Xe)
Chèque postal: 43-08 Paris

CLICHY, 16 MARS 1937 (1)

Cinq morts et des centaines de blessés...

Sur les murs, une affiche du Comité de Rassemblement de Clichy. La voici résumée : La Rocque vient à Clichy, mardi, 16 mars. Venez contre-manifester à 19 heures, place de la Mairie.

Des milliers de manifestants antifascistes répondirent à cet appel. D'autre part, 4 à 500 membres des ex-Croix de feu étaient réunis dans un cinéma. Enfin, un « service d'ordre » de plus d'un millier de flics et de gardes mobiles était rassemblé.

Pour nous expliquer le déroulement des événements, nous avons pris connaissance de plusieurs comptes rendus. L'article des camarades Schumacher et Hardy, rédacteur et administrateur du *Prolétaire* de Clichy (organe S.F.I.O.), reproduit largement ci-dessous, nous a paru exprimer le mieux la vérité des faits.

Voici ce papier :

Le récit du « Prolétaire de Clichy »

Il est difficile, après tant d'autres, de donner une relation, même approximative, de cette soirée à la fois historique et sanglante, au cours de laquelle d'héroïques travailleurs n'hésitèrent pas à faire, pour le triomphe de la liberté, le sacrifice suprême.

Clichy semble avoir le destin de porter en lui les germes de saintes révoltes. « Le fascisme ne passera pas » est sa devise. Il l'a prouvé mardi dernier au prix du sang de ses enfants.

Mais parlons faits. Dès lundi soir, un certain nombre de camarades avaient commencé de manifester au Cinéma Olympia contre la venue des Croix de Feu.

Cependant, dès mardi matin (preuve de la collusion du directeur de cet établissement avec les fascistes), ceux-ci commencèrent l'occupation avec le concours de nombreux Arabes embauchés spécialement.

A midi, une camionnette amena la « croûte » à ces bougres enfermés volontairement.

La population alertée s'assemblait peu à peu. Des groupes animés discutaient, mais aussi le service d'ordre arrivait. Combien de gardes mobiles, d'agents ? Plus d'un millier certainement. Les allées Gambetta sont remplies de cars et de camions. Cependant, ce service d'ordre imposant a reçu des ordres d'être paterne et tout semble devoir se passer assez normalement.

Les militants du Rassemblement populaire local se sont réunis à la Mairie, avec Auffray, Maurice Naile et Maurice Honel. Tous n'ont qu'une pensée: manifester contre les hitlériens français, mais éviter, par tous les moyens, une collision avec les forces policières qui pourrait mal tourner.

Toutes les rues menant à cet Olympia, qui devait s'illustrer si tristement, sont à présent barrées par le service d'ordre. Pour passer il faut montrer patte blanche et si les hommes se montrent assez récalcitrants devant les cartes d'invitation des fascistes, certains officiers laissent passer les hitlériens avec facilité.

Mais la foule s'amasse et de ses rangs montent, à chaque instant, les cris de : « La Rocque au poteau » coupés de « l'Internationale ». La pression devient à certains moments extrême; les hommes s'énervent des deux côtés et quelques coups sont échangés. Les responsables se trouvent peu à peu débordés. Rien de grave encore, mais on sent que cette situation sera difficile à dénouer sans heurts.

C'est alors que les militants présents: Charles Auffray, maire de Clichy, Maurice Naile, conseiller général; Honel, député; Robert Dupont, secrétaire de la Fédération Socialiste de la Seine, accompagnés d'autres camarades, essaient de se glisser entre le service d'ordre et les manifestants. Ils sont pris dans les remous, des coups pleuvent. Nos camarades Honel, Dupont, Maurice Naile sont blessés.

Enfin, conformément aux décisions, les militants responsables prennent la tête d'une manifestation, prévue d'ailleurs, qui doit s'achever par un meeting sous le marché. On défile sur le boulevard Jean-Jaurès. Derrière nous, 4 à 5.000 personnes. On prend la rue de Paris et on arrive au marché. Mais des coups de feu claquent vers la Mairie, car si des milliers de camarades hommes et femmes ont suivi la manifestation, d'autres milliers sont restés là et essaient de percer les barrages pour expulser les fascistes qui sont terrés, tremblants dans cette salle de spectacle transformée en prison.

Mais la situation s'aggrave. Auffray, à son poste à la Mairie, avec Honel, député, téléphonent sans relâche aux autorités, en demandant le retrait du service d'ordre, d'autant plus que la réunion Croix de feu est à présent dispersée. La foule tient tête vaillamment à ceux qui la fusillent. A l'intérieur de la Mairie même, impossible d'approcher des fenêtres ; les carreaux sont visés et traversés de balles par des brutes assassines. La demeure de notre camarade Auffray, où sa femme est seule dans l'angoisse, est le point de mire des pistolets homicides et on peut à présent admirer les trous blancs qui par dizaines encadrent une des fenêtres.

Par un comble, des gardes qui chargent sur la place, rentrent dans le vestibule de la Mairie et tirent: des blessés, une femme s'écroule grièvement atteinte, voilà le résultat de ce raid abominable.

Enfin, Dormoy, ministre de l'Intérieur, arrive à la Mairie, accompagné d'André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum.

Sa résolution est vite prise: « Je vais donner l'ordre à la police de se retirer ». Et il sort sur la place, ayant à ses côtés Blumel. Ils sont accueillis, eux aussi par une mousquetade, Dormoy est allé au-devant des fusils, donner des ordres. Mais il ne sera pas obéi et jusqu'à 1 heure du matin, malgré le Ministre, malgré le Préfet de Police en personne, les officier factieux pourront continuer à canarder cette foule admirable et exaspérée qui résiste héroïquement, se sert de tous les projectiles possibles et dresse même une barricade à l'angle des rues Villeneuve et Dagobert.

M. Marchand, Directeur de la Police, M. Langeron, Préfet, sont dans le bureau d'Auffray; André Blumel proteste contre les fusillades et sur une question de ces messieurs qui doutent de ses paroles, il ouvre son veston et montre le sang qui coule de son côté droit. Il part ensuite, courageusement, pour Beaujon où il est resté en traitement.

22 heures... Plusieurs centaines de manifestants cherchent, à l'intérieur de la Mairie, un abri contre la violence policière déchaînée. La fusillade fait rage, les balles sifflent et fauchent les travailleurs sur les marches mêmes de la maison communale.

On tire aussi d'une fenêtre sur la foule, au-des-

(1) Nous avions demandé à notre camarade Paul Cadeau, qui fut, s'en souvient-on?, le premier trésorier de la C.G.T.U. et qui habite Clichy, de se livrer à une enquête personnelle sur la tragique soirée du 16 mars. Voici l'article qu'il nous a remis. — N.D.L.R.

sus du bureau de tabac, et l'un de nos camarades de Levallois, Girardin, est atteint par une balle tirée de là; son témoignage à cet égard est absolument formel.

Puis, la force armée se replie par le boulevard Jean-Jaurès, silencieuse, et comme atterrée par l'horrible tragédie dont elle vient de tenir le rôle le plus atroce !

A l'intérieur de l'Hôtel de Ville, des scènes déchirantes se déroulent; les blessés sont étendus dans les bureaux transformés en ambulances et plusieurs médecins de Clichy se prodiguent avec un dévouement magnifique.

. . . . . .

L'un des blessés, hélas, a cessé de vivre..., on amène de nouveaux blessés...

. . . . . .

Pendant ce temps, d'autres blessés sont soignés au Dispensaire municipal. Beaucoup sont atteints par des balles de revolver de fort calibre.

A Beaujon, les victimes arrivent de toutes parts...

La foule des travailleurs reflue vers l'Hôtel de Ville, et sa juste colère s'exerce sur la devanture du tabac d'où furent tirés des coups de feu et sur celle d'une boucherie dont le propriétaire est un fasciste notoire.

Malgré les ordres du ministre de l'Intérieur, les forces de police se regroupent autour de la Mairie, laissant présager de nouvelles collisions. Une hâtive conférence réunit Charles Auffray, Honel, Barbedienne, Meunier, Schumacher, Hardy et Antonini, qui sont à ce moment rejoints par Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste. Les élus multiplient leurs efforts pour que la police évacue la place, mais se heurtent à l'incompréhension criminelle des chefs qui ne veulent pas céder le terrain...

Charles Auffray se dépense pour obtenir la libération de plusieurs travailleurs qui seront poursuivis, paraît-il, pour violences à agents. Est-il possible d'inculper une poignée de camarades arrêtés au hasard, au milieu de cette foule qui venait de servir de cible aux pistolets de la police ? Le Procureur général Ducom et M. Beteille, juge d'instruction, s'étaient spécialement déplacés pour prendre part à cette courageuse opération judiciaire.

La place de la Mairie est maintenant noire d'une foule où la colère gronde, encore attisée par la présence des forces policières qui ne veulent pas disparaître. De nouveaux chocs se produisent. La police charge, renverse, matraque. Encore plusieurs dizaines de camarades sont blessés!

Il est tout près d'une heure du matin. Enfin, la police évacue la place et, peu à peu, les groupes se clairsèment, le calme revient... Il n'aurait jamais cessé de régner si les chefs de la police l'avaient voulu... et si les cartouchières n'avaient pas été aussi abondamment garnies de chargeurs!

. . . . . .

Notre conclusion: elle ne peut être que celle qu'exprima si bien, au lendemain du drame, l'appel si pathétique et digne de la municipalité ouvrière et du Comité local de Rassemblement populaire, que nous publions ci-contre. Avec lui répétons : « La classe ouvrière pleure ses morts, mais elle entend aussi que leur sang n'ait pas coulé en vain ! »

Quelques réflexions

De La Rocque devait-il ou non venir à Clichy ? Nous l'ignorons. Etait-il présent ? Non.

Néanmoins, l'organisation d'une réunion du P.S.F. à Clichy est, sans nulle doute, une provocation en elle-même.

Qui a tiré les coups de feu ? A notre avis, seuls les membres du « service d'ordre » ont tiré. Aucun fait contraire n'a pu être apporté. Aucun ouvrier antifasciste n'a été pris *l'arme à la main*. Aucun flic ou garde mobile n'a été blessé par balle.

A-t-il été donné ordre général aux gardes et flics de tirer sur la foule ? Nous ne le croyons pas. Tels chefs subalternes en contact avec les manifestants ont-ils donné cet ordre ? Ce n'est pas exclu.

Cependant, il est plus probable qu'il s'agit de gardes et flics ayant pris individuellement l'initiative d'assassiner des travailleurs.

Dans cette dernière éventualité, la responsabilité des autorités gouvernementales et policières n'est nullement atténuée.

Les policiers et gardes mobiles étaient munis de cartouches.

Tenant compte de la présence d'au moins un homme « d'ordre » pour cinq manifestants, et n'oubliant pas le « prestige » de l'uniforme appuyé sur des « arguments » tels que mousquetons et revolvers, on peut affirmer que la foule ouvrière non porteuse d'armes pouvait être contenue assez facilement et « pacifiquement ».

Il y a donc eu, chez des mercenaires, volonté d'exercer pleinement leur métier de matraqueurs et de tueurs, au service de la classe qui les emploie et les paye. La sympathie agissante envers, ou l'appartenance aux Croix de feu, d'officiers, de gardes et de flics n'est pas douteuse. Ne pas donner ordre de tirer, mais créer, développer l'esprit fasciste chez les mercenaires jusqu'au tir inclusivement, quoi de plus facile pour des officiers fascistes doublés de lâches ? Exécuter les « Clichy » d'aujourd'hui et de demain, c'est leur raison d'être essentielle.

⁂

D'autre part, on nous a affirmé que les élus et militants locaux du P.S. et du P.C. étaient contre l'organisation d'une contre-manifestation à la réunion des ex-Croix de feu. Pressentant le danger, Auffray, maire de Clichy, demanda, à plusieurs reprises, à Dormoy, ministre de l'Intérieur, d'interdire la réunion des fascistes. Les militants ouvriers de Clichy affirment que la contre-manifestation ouvrière a été organisée sur la volonté expresse des membres des partis.

Et, chose regrettable, le point de rassemblement fut fixé place de la Mairie, soit à environ 100 mètres du lieu de réunion des Croix de feu.

C'est là, entre la place de la Mairie et le cinéma, sur une longueur de 50 mètres au plus, dans une rue de moyenne largeur (6 à 7 mètres), que se déroula le plus fort de la lutte. Au fond, à gauche, le cinéma où étaient réunis les fascistes. Au début de la rue, l'avant des contre-manifestants cherchant à marcher vers le cinéma. Au milieu et nez à nez avec nos camarades, les policiers et gardes. Et des centaines et des centaines de ceux-ci en réserve. Aujourd'hui, les murs de la Mairie (à gauche de la rue), ceux d'immeubles situés à droite, portent plusieurs centaines de traces de balles. Nous le répétons : aucun policier ou garde ne

fut blessé par arme. Tout au plus, les ouvriers — en état de légitime défense — se servirent-ils de pierres ou de morceaux de métal ramassés sur les lieux.

Et nous comptons 5 morts et des centaines de blessés...

⁂

Dès le lendemain soir, des meetings de protestation furent organisés. Des dizaines de milliers d'antifascistes y assistèrent.

D'autre part, le Comité local de Clichy publia le manifeste ci-après que nous reproduisons intégralement parce qu'il reflète assez bien les contradictions et les illusions dont on nourrit la classe ouvrière :

« Le pavé de Clichy vient d'être rougi du sang ouvrier.

5 morts, plus de 200 blessés! voici le bilan de cette soirée tragique voulue par M. de La Rocque et ses amis fascistes.

La venue des hitlériens français dans notre ville ouvrière constituait un défi intolérable que les travailleurs de notre cité, au nombre de plus de 10.000, ont tenu à relever.

Malgré que le ministre de l'Intérieur n'ait pas cru devoir interdire cette réunion, — et ceci en dépit des démarches faites par le Comité de Rassemblement populaire unanime —, le peuple indigné a manifesté.

Il est indiscutable que la police et la garde mobile ont, sans sommation préalable, tiré sur la foule et aussi — les traces sont apparentes — sur la Mairie et même à l'intérieur de celle-ci.

Malgré les multiples interventions des militants responsables, qui ont tout fait auprès de la police pour éviter les incidents, malgré l'arrivée du ministre de l'Intérieur et du Préfet de police qui ont donné des ordres pour que la police soit retirée, celle-ci, sur l'ordre de chefs qui devront être démasqués et punis, a continué sa triste besogne jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Cependant, les fascistes n'ont pu tenir leur réunion et à 10 heures du soir, sous la pression populaire, ils ont dû évacuer la salle, protégés par la police.

La classe ouvrière pleure ses morts, mais elle entend aussi que leur sang n'ait pas coulé en vain.

Il faut que soient sévèrement punis les responsables: ceux qui ont distribué les munitions et aussi ceux qui ont donné l'ordre de tirer.

Il faut opérer d'urgence l'épuration des hautes sphères policières, complices inavouées des fascistes.

Il faut aussi que le Gouvernement agisse contre les ligues factieuses reconstituées.

Il faut dissoudre immédiatement ces groupements de guerre civile.

Le peuple travailleur ne saurait tolérer plus longtemps d'être la victime de ses pires ennemis.

Le Comité local demande au peuple de Clichy de lui faire confiance et d'appuyer ses élus pour exiger du Gouvernement de Front populaire d'en finir avec les ennemis de la République.

On lit d'abord que « le ministre de l'Intérieur n'a pas cru devoir interdire cette réunion » (celle des fascistes). Il s'agit d'un Ministre socialiste, et une partie constituante du Comité local de Rassemblement est la section locale dudit parti.

Puis le manifeste nous apprend que le ministre de l'Intérieur a ordonné le retrait de la police, laquelle a continué sa besogne d'assassinats.

Enfin, dans quatre paragraphes, les mêmes camarades antifascistes demandent des sanctions contre les responsables.

Nous ne pouvons croire que le gouvernement répondra favorablement aux desiderata du Comité de Front populaire de Clichy.

Notre tâche est d'essayer de mettre à nu la démagogie et la surenchère des partis se réclamant de la classe ouvrière et non de participer à développer les illusions parmi les travailleurs.

« Il faut que soient sévèrement punis les responsables », dit le même papier. La réponse, dictée par nos ennemis capitalistes, est venue, immédiate, nette. Les travailleurs blessés ou tués, eux, sont « punis ». Les mercenaires assassins ont fait leur devoir en défendant « l'ordre » capitaliste — même sous un gouvernement de Front populaire. Et « nos frères » flics et gardes mobiles, non punis, n'ont plus qu'à recommencer.

Quant à attendre l'épuration des sphères policières et la dissolution des ligues factieuses d'un gouvernement capitaliste, même à prédominance socialiste, c'est faire preuve d'illusion et de grande naïveté et refuser les enseignements internationaux pourtant si utiles à notre entendement des faits.

Nous avons dit : démagogie. Oui, celle-ci s'exerce à fond ; le contenu des manifestes, affiches, journaux ouvriers en est plein. La surenchère entre les deux partis se réclamant de la classe ouvrière ne tend nullement à développer parmi celle-ci la compréhension de la lutte de classes, compréhension indispensable à l'action, réfléchie, indispensable à notre libération.

Les deux partis opèrent au sein d'une même « clientèle », tendent à capter sa confiance aveugle, développent les préjugés les plus réactionnaires parmi les masses (Union nationale, Défense nationale, etc...), présentent les concessions, voire les capitulations, comme des victoires ouvrières (arbitrage obligatoire, évacuation des entreprises, dernier emprunt national, « non-intervention » en Espagne).

A Clichy, une situation locale particulière développe considérablement l'utilisation de l'habituelle surenchère. La municipalité ouvrière vient de se scinder : la majorité, avec Auffray, maire, vient d'adhérer à la S.F.I.O., l'autre partie avec Naile, adjoint au maire, vient de rejoindre la S.F.I.C. La question qui se pose est celle de la conservation ou de la conquête de la municipalité. Tout est là...

Cette surenchère et cette démagogie se superposant au mécontentement actuel, causé par la réduction du pouvoir d'achat des salariés, conduisent ceux-ci à une volonté d'action que les « chefs » — pris dans leurs propres contradictions — ont la volonté arrêtée de briser.

Les travailleurs entendent dissoudre effectivement les ligues fascistes. Ils agissent. Mais dans quelles conditions !...

Une angoissante et impérieuse question se pose : Quelle organisation canalisera ces volontés d'agir ? Non pour freiner l'action, non pour la conduire dans les sentiers de l'aventu-

risme, mais en vue de l'orienter vers l'action révolutionnaire ferme et réfléchie, jusqu'à la victoire définitive sur le régime capitaliste ? Seule la Confédération Générale du Travail le peut.

Il est caractéristique de voir les attaques du grand capitalisme dirigées contre elle. Ces attaques tendant à prouver la grande force que la C.G.T. est devenue, force déterminante, certes, ne démontrent point qu'elle soit, dès aujourd'hui, apte à remplir son rôle, tout son rôle. La C.G.T. doit être l'organisme syndicaliste travaillant à l'éducation sociale de ses millions de nouveaux adhérents, donnant à ceux-ci, à travers les luttes quotidiennes, la claire conscience de leur force, de la valeur de l'organisation et de la lutte des producteurs.

L'expérience accumulée par la classe ouvrière, en particulier depuis vingt ans, nous apprend que seul le syndicalisme révolutionnaire, à l'abri de la surenchère, de la démagogie, des diverses fluctuations des partis, peut mener efficacement la lutte contre le fascisme, contre le capitalisme.

Faisons de la C.G.T. l'instrument *pratique* de la libération des Travailleurs.

P. Cadeau.

La fin de Yagoda

Le vaste coup d'Etat policier commencé en juillet dernier par Staline, pour la liquidation du bolchévisme et la consécration de son régime personnel, continue et chaque jour nous apporte sa surprise. On verra bientôt que l'importance de cette période de huit-dix mois n'est pas inférieure à celle d'un Thermidor combiné avec un Dix-huit Brumaire. L'arrestation de Yagoda est la grande sensation des derniers jours. Elle couvre même l'arrestation, enfin confirmée, de Christian Racovski et les rumeurs selon lesquelles l'étincelant journaliste bolchévik, si apprécié de Lénine, qui en fit son porte-parole au premier Exécutif panrusse des Soviets, Léon Sosnovski aurait été fusillé en prison, sans jugement, comme du reste le général Putna... (Mais on ne sait rien de précis là-dessus et peut-être ne saura-t-on jamais rien.) Un communiqué du gouvernement, signé Kalinine, a notifié l'inculpation d'Henri Grigoriévitch Yagoda : forfaiture, crimes commis au cours de l'accomplissement de ses fonctions... Quelles fonctions? Yagoda est un vieux-bolchévik d'avant Octobre, tchékiste des temps de la terreur rouge et il a sympathisé en 1928 avec l'opposition de droite (Boukharine, Rykov), mais pas longtemps... Chef du Guépéou pendant de longues années, il a été l'organisateur de la répression contre les techniciens, contre toutes les oppositions, dans tous les domaines. Des milliers d'arrêts de mort ont reçu sa signature. Il gouvernait les camps de concentration les plus vastes du monde, ce qui lui valut même d'être décoré pour la construction du canal Mer Blanche - Mer Baltique par la main-d'œuvre pénale. Il veillait sur Staline qu'on le voyait suivre pas à pas dans les cérémonies. Haut-Commissaire de la Sûreté générale, commissaire du peuple à l'intérieur, membre du Comité central du parti, commandant des troupes spéciales du Guépéou, il était en réalité l'homme le plus redouté de l'URSS, la conscience la plus chargée — par ordre — : le ministre de la police du Chef génial. En cette qualité, il a présidé aux instructions secrètes (et quelles affreuses cuisines!) des procès Zinoviev et à l'exécution de la sentence contre les Seize. C'est au lendemain du procès Zinoviev - Kaménev - Ivan Smirnov que sa disgrâce fut connue.

Il fallait un bouc émissaire sur qui décharger les responsabilités de cette comédie judiciaire mal montée; il fallait surtout supprimer Yagoda parce qu'il devenait à son tour un témoin insupportablement gênant. C'est fait. On peut tout lui reprocher : il a commis — par ordre — tous les crimes que l'on voudra et ne saurait commettre pire et plus impardonnable crime que de se défendre, — car il ne le pourrait qu'en accusant... Perdu sans rémission.

Je l'imagine dans une de ces cellules de la prison intérieure du Guépéou de Moscou qu'il a lui-même fait construire, relisant le règlement qu'il a signé, attendant une instruction, un jugement, une exécution dont il connaît par cœur tous les rites et — comprenant enfin ce qu'il a fait, ce qu'il est devenu, ce que ses pareils ont fait de la Révolution! Et je pense aussi à Romain Rolland qui le rencontra à Moscou et lui consacra un si bel article, un si bel article... Le grand chef des camps de concentration et des exécuteurs les plus silencieux de toutes les caves de l'URSS conquit d'emblée le cœur de l'auteur de Jean-Christophe. Ne serait-ce pas l'occasion, pour Rolland, d'un nouvel article sur Yagoda, pour tenter de sauver même cette vie-là, car c'est *assez de sang* et trop de cynisme de la part du maître que de prétendre ainsi supprimer en plein jour ses serviteurs?

Je l'écrivais dès septembre dernier : toute la génération d'Octobre est condamnée. Finie. Perdue. Garrottée toute entière au guet-apens. Je ne crains pas de le répéter : La plupart des membres du Bureau politique actuel et les quelques derniers survivants des anciennes équipes bolchéviques, les Litvinov, Krestinski, Boubnov, Antonov-Ovséenko sont condamnés eux aussi, ainsi ou autrement. Leur existence est devenue incompatible avec celle du régime qui a liquidé le vieux parti bolchévik par la prison et le revolver d'ordonnance...

Victor Serge.

La fin des bolchéviks géorgiens

Les menchéviks géorgiens de Paris viennent de publier des lettres de Géorgie qui nous apportent des détails saisissants sur la liquidation des vieux-bolchéviks au Caucase. Il se précise que Staline poursuit l'exécution implacable d'un vaste coup de force policier appelé à modifier du tout au tout la physionomie du régime politique de l'URSS. Nous nous bornons à traduire ici quelques passages de ces lettres. Le tragique n'en saurait être dépassé.

Vous êtes au courant des arrestations de trotskistes au Caucase. Il faut vous dire qu'il n'y a pas parmi eux de vrais amis politiques de Trotski. On appelle trotskistes, dans l'URSS entière, tous les éléments d'opposition. Les communistes géorgiens vivent dans la panique. On a vu tout à coup, un soir, des patrouilles descendre dans les rues de Tiflis et la rumeur s'est répandue en ville qu'elles allaient *arrêter les communistes!* En effet, furent arrêtés en une nuit : Boudou Mdivani, Okoudjava, Kvirikvélia, Kiknadzé, Gogobéridzé, Modébadzé, Torochélidzé, Tchikhladzé, Djikia et d'autres, tous bolchéviks connus, ayant de beaux états de service. De source sûre, nous savons que furent arrêtés une quarantaine de communistes, dont plusieurs occupaient les plus hautes situations.

Au moment de l'arrestation, Gogobéridzé (l'ancien président du conseil des commissaires du peuple de Géorgie) tenta de se suicider, mais fut désarmé. Boudou Mdivani, qui fut aussi président du conseil des commissaires du peuple de Tiflis, harangua les gens du Guépéou à peu près en ces termes : « Dites à Staline que Tiflis n'est pas Moscou et que je ne suis ni Zinoviev ni Kaménev pour m'accuser moi-même en lui obéissant. Il fusille aujourd'hui ses anciens compagnons de lutte, mais qu'il n'oublie pas que Robespierre a son tour après Danton! »

Serge Kavtaradzé a été arrêté à Moscou.

Vous ne sauriez, à distance, vous représenter ce qui se passe ici. Tout le monde vit dans la peur, les communistes plus que les autres. Béria, qui représente Staline au Caucase, nous prépare visiblement une saignée. Mais si les communistes arrêtés se tiennent comme Mdivani, il ne sera vraisemblablement pas possible de monter à Tiflis un procès analogue à ceux de Moscou.

Le Guépéou est aussi en plein désarroi. Les interrogatoires des camarades de la veille deviennent des engueulades frénétiques. Les accusés se font accusateurs et couvrent des dernières invectives Staline et Béria. Ce dernier a perdu la tête et pris le train pour Moscou. On a cru qu'il ne reparaîtrait plus, puis on a su qu'il allait prendre des instructions. Les bolchéviks géorgiens qui restent en liberté sont extrêmement surexcités.

A la fin de l'année 36, beaucoup d'officiers de la garnison russe de Tiflis avaient été emprisonnés et accusés d'intelligence avec une organisation fasciste découverte, paraît-il, dans les milieux militaires de Moscou. La plupart d'entre eux ont été fusillés sans jugement. Pas un n'était géorgien. On considérait jusqu'ici en Géorgie les Russes comme l'élément le plus attaché à Moscou et les voilà devenus suspects.

Plusieurs communistes influents envoyés en province ont disparu sans laisser de traces. On pense en ville que le Guépéou les a supprimés. Ce qui semble accréditer cette rumeur, c'est le fait que l'on n'a rien tenté pour les retrouver.

Les socialdémocrates géorgiens revenus de déportation sont de nouveau arrêtés et envoyés en Sibérie...

Boudou Mdivani, leader des bolchéviks géorgiens qui résistèrent longtemps à la politique de Staline au Caucase, se joignit en 1927 à l'opposition de gauche, fut emprisonné et déporté et finit par se rallier à Staline. Il remplissait depuis des années des fonctions officielles. Il a été autrefois représentant commercial des Soviets à Paris.

VICTOR SERGE

DESTIN D'UNE RÉVOLUTION

1917
1937

Un témoignage, un réquisitoire, auxquels les basses insultes contre l'auteur n'ont pas répondu et ne peuvent répondre.

GRASSET, Editeur 18 fr.

La crise gouvernementale en Catalogne

La tension entre le prolétariat et la bourgeoisie catalans est devenue si âpre que, malgré la pression fasciste, restant toujours menaçante, une rupture manifeste et apparente s'est produite dans la coalition gouvernementale. Il devient de plus en plus difficile de gouverner en satisfaisant d'une part les petits et moyens bourgeois, en protégeant leur marge de profit dans le commerce privé, et en demandant, d'autre part, au prolétariat de durs sacrifices au nom de réalisations soi-disant révolutionnaires, très peu réalisées dans la pratique.

Les agioteurs

Cette dualité est particulièrement apparente dans la question du prix des vivres. Il serait trop long et fastidieux de décrire dans le détail la montée vertigineuse de la cherté de la vie. Il faut se limiter à reproduire le tableau de la consommation journalière d'une famille composée des parents et de deux enfants (ces données sont empruntées à la *Batalla* du 26-III-37).

Prix des vivres	Actuellement (en pesetas)	Avant le 19-7-36
1 livre de viande	4,80	2,10
1/4 de litre d'huile	0,75	0,40
2 pains	0,50	0,25
4 œufs	1,90	0,80
1/2 litre lait	0,45	0,30
Légumes verts	2,00	0,75
50 gr. café	1,00	0,45
Combustible	1,00	0,50
6 oranges	0,80	0,30
Frais divers	1,00	0,50
Loyer	1,50	2,50
	15,70	8,85

La *Batalla* ajoute :

Comment les ouvriers peuvent-ils résister dans de pareilles conditions ? Mais non seulement résister, comment peuvent-ils arriver à manger ! Il faut considérer que les salaires ont été augmentés juste de 15 %, avec cela, dans beaucoup d'industries, on ne travaille pas toute la semaine. Dans ce tableau, nous ne citons que ce qui est le plus nécessaire dans un foyer, et cela d'une façon insuffisante. Que se produira-t-il quand il faudra acheter des vêtements, recourir au médecin, satisfaire d'autres besoins absolument inéluctables ?

A côté de ces données arides, et pourtant combien éloquentes, voici l'appréciation de *Solidaridad Obrera* du 21 mars :

Le coût de la vie augmente chaque jour. Les prix des articles de première nécessité, de consommation indispensable, subissent des hausses continuelles que rien ne justifie. Ce sont des produits du pays, créés à l'intérieur de celui-ci et qui y sont consommés. Ils ne doivent pas passer par la douane de quelque frontière ou supporter des impôts extraordinaires. La main-d'œuvre qui, à travers les salaires, aurait pu faire monter le prix des produits, n'a été augmentée que de 15 %. Il serait donc normal que ces marchandises coûtent 15 % de plus que le 18 juillet ; mais il n'en est pas ainsi : elles coûtent le double. Nous ne citerons pas de données pour le démontrer ; ces faits sont notoires.

A quoi est due une hausse aussi exorbitante? Comment se justifie-t-elle?

Il n'y a pas de justification possible. Précisément, à présent, la vie devrait être meilleur marché, car continuellement il est fait appel à la solidarité du citoyen pour que celui-ci contribue par ses dons au soutien de la lutte, à la résistance de Madrid héroïque et martyre, au ravitaillement des réfugiés, aux frais des hôpitaux. Le salaire n'est plus partagé seulement avec les membres de la famille proprement dite. La lutte nous oblige à fraterniser ; à présent, notre famille se compose de tous ceux qui pâtissent de la faim et des blessures, de la misère et de l'exil. Oui, les vivres devraient être meilleur marché, pour qu'il nous reste plus de marge pour pouvoir l'utiliser au service de ces causes nobles, qui se résument en une seule : notre libération... Et la vie est incomparablement plus chère.

Pourquoi? Parce qu'une bande d'agioteurs, de trafiquants, de spéculateurs font du commerce pour leur propre profit. Il est odieux qu'il y ait des gens commerçant avec ce qui est nécessaire au peuple, quand celui-ci se bat, travaille sans se reposer, abandonne généreusement sa part pour la donner aux victimes et aux sans-foyer venus d'autres régions. C'est inconcevable, mais cela est.

A côté de cet agiotage, on constate l'incapacité la plus flagrante dans l'organisation du ravitaillement. Ainsi la carte de pain, permettant de rationner cette précieuse denrée et d'en assurer au moins une quantité restreinte, mais certaine, n'est établie que depuis le 22-III-37. D'ailleurs, depuis l'introduction de cette mesure, des quartiers entiers ont dû renoncer pendant deux jours au pain, parce que le conseiller Vachier du P.S.U.C., responsable de cette branche, s'était absenté de Barcelone.

Ainsi à Madrid, ville quasiment assiégée, le rationnement n'est pas encore réalisé : la fabrication du pain de luxe y est encore autorisée.

Frente Libertario, organe des milices confédérales, du 9-III-37, écrit à ce sujet :

Pourquoi il y a-t-il des queues d'acheteurs de pain ? Simplement parce que les camarades, qui forment le Comité provincial du Ravitaillement, conservent les scrupules de la vieille politique. Il y a dans ces scrupules la défense des industriels de la panification qui, à présent, plus qu'avant, sont en train de réaliser des affaires fabuleuses, comme celles qu'ils réalisaient au cours de la fameuse grande guerre européenne.

Le manque de solution au problème du pain ordinaire oblige les gens à faire la queue pour se ravitailler. Malgré cela, on continue à fabriquer du pain de luxe et du pain de Vienne avec la même farine qui doit servir exclusivement pour la fabrication du pain ordinaire destiné à alimenter le peuple.

D'autre part, en plein Barcelone, tandis que les ménagères doivent passer plusieurs heures d'attente pour se procurer quelques pommes de terre, une patrouille de contrôle découvre l'existence d'un dépôt, organisé par le ministère du Ravitaillement, contenant 21.000 de ce précieux tubercule en train de pourrir (voir la *Batalla* du 23-III-37 et suivants).

Enfin, une politique absurde des prix du blé, maintenus trop bas par rapport à ceux du maïs, aboutit à la situation paradoxale que tandis que les hommes voient le pain devenir denrée rare et rationnée, les porcs, les lapins, les poules sont nourris avec du blé dans les campagnes.

La *Batalla* du 16-III-37 expose les faits comme suit :

Le prix du blé fut limité à 48 pesetas les cent kilos, au lieu d'organiser le crédit comme le proposaient ceux qui avaient une conception claire de la politique à suivre en matière d'économie paysanne. Au lieu de cela, il fut créé une Commission des Céréales qui agit comme un commerçant puissant protégé par l'impunité officielle. Qu'a fait cette commission ? Elle a combattu les Syndicats agricoles, qui constituent le lien unissant tous les paysans, qui sont les seuls organismes capables de former la structure de la nouvelle organisation économique et socialiste, et de résoudre la question agraire sous le signe de l'émancipation des travailleurs de la terre.

Malgré les transformations subies, cette politique fausse continue actuellement.

Quelles en sont les conséquences ?

Dans les localités de certaines régions, y compris celle de Lérida, où l'on récolte le blé en abondance, on est forcé de rationner le pain; dans d'autres villages de Catalogne, on n'en connait même plus le goût, tandis que les porcs, les poules, les lapins mangent du blé.

Il va de soi que cet agiotage et cette incapacité ont provoqué un fort mécontentement; la responsabilité directe de cette situation incombe au ministre Comorera, qui, en fidèle représentant du P.S.U.C., rejetant les collectivisations, se cramponne au commerce libre et aboutit forcément, dans les conditions présentes de guerre civile, à l'enrichissement de quelques accapareurs et à la famine pour le prolétariat.

Les anarchistes-syndicalistes, par esprit de conciliation, ont supporté cette situation. En outre, ils viennent d'admettre que, dans le nouveau gouvernement dont ils font partie, l'œuvre du ravitaillement soit confiée à un membre des l'Union des Rabassaires, organisation de métayers subissant l'influence de l'Esquerra et opposée donc à toute innovation audacieuse dans le domaine social.

Les revendications prolétariennes

L'Esquerra, le P.S.U.C., l'Union des Rabaissaires, dans les déclarations faites par leurs militants principaux, se bornaient à vouloir maintenir le *statu quo,* proposant de conserver la représentation des mêmes partis ; leurs intentions réelles ne perçaient qu'à travers des formules générales sur la plus grande autorité à donner au gouvernement et surtout sur l'application rigoureuse des décrets déjà adoptés. Ils trahissaient ainsi leur désir de voir créer en fait le Corps unique de la Sûreté, cette police soi-disant au-dessus des partis politiques, dont il fut question dans nos informations précédentes.

En face des partisans du maintien de l'ordre bourgeois, le P.O.U.M. formula, dans une résolution de son comité central, un programme nettement orienté dans le sens révolutionnaire.

Le voici, d'après la *Batalla* du 30-III-37 :

Il manque un gouvernement qui réaliserait les aspirations des masses, en donnant une solution radicale et concrète à tous les problèmes en créant un ordre nouveau qui soit la garantie de la révolution et de la victoire sur les fronts de guerre. Ce gouvernement ne peut être qu'un gouvernement formé de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière qui se propose comme but immédiat la réalisation du programme suivant :

1° *Socialisation de la grande industrie et des transports ;*

2° *Nationalisation des banques ;*

3° *Municipalisation des logements ;*

4° *Formation d'une armée contrôlée par la classe ouvrière ;*

5° *Constitution d'un corps de Sûreté intérieure, basé sur les Patrouilles de Contrôle et le Corps de l'Investigation créés par la révolution en y incorporant les anciens corps ayant démontré leur fidélité à la classe ouvrière ;*

6° *Offensive immédiate en Aragon ;*

7° *Réduction des gros appointements ;*

8° *Monopole du commerce extérieur ;*

9° *Création d'une industrie de guerre puissante, socialisée et rigoureusement centralisée;*

10° *Nationalisation de la terre, en la remettant à ceux qui la travaillent, en leur concédant les crédits nécessaires. Exploitation collective des grandes entreprises et aide économique aux entreprises de type collectif créées au cours de la révolution et qui ont démontré leur vitalité ;*

11° *Lutte implacable contre les accapareurs et les agioteurs grâce à un contrôle rigoureux et direct de la répartition et des prix des vivres ;*

12° *Organisation rapide et efficace de la défense aérienne et maritime de tout le territoire ;*

13° *Convocation d'un Congrès des délégués des syndicats ouvriers et paysans et des combattants, qui établirait les bases fondamentales du nouveau régime et élirait un gouvernement ouvrier et paysan qui serait le plus démocratique de ceux connus jusqu'à présent ; car il exprimerait sans équivoque la volonté de l'immense majorité du pays et aurait toute autorité pour consolider le nouvel ordre révolutionnaire.*

Les éléments anarchistes de la base ouvrière exprimèrent des revendications analogues dans le manifeste lancé par la Fédération Locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, reproduit par *Solidaridad Obrera* du 28-III-37.

1° *Les différents ministères doivent être répartis conformément aux forces de chaque organisation ;*

2° *Annulation immédiate du décret d'ordre public, élaboré par la Generalidad et établissement d'un autre qui réponde aux aspirations des deux organismes syndicaux ;*

3° *Châtier sévèrement toute aspiration d'arrivisme personnel et toute immoralité contre-révolutionnaire ;*

4° *Epuration immédiate de tous les corps armés des éléments de tendance fascisante infiltrés aussi bien sur les fronts de guerre que*

dans les centres officiels et les comités responsables de l'arrière-garde ;

5° Le ministère de la Défense sera autorisé à empêcher par tous les moyens en son pouvoir les cortèges et mascarades militaires et tout ce qui porte préjudice à l'élan guerrier et à la morale révolutionnaire.

La solution de la crise

Nos lecteurs auront vu par la lecture de la presse quotidienne qu'aucune de ces revendications n'a été retenue. Les dirigeants anarcho-syndicalistes se sont bornés à obtenir un changement de personnes, le déplacement de Comorera, abandonnant le ministère du Ravitaillement pour celui de la Justice et du Travail ; d'ailleurs, le ravitaillement reste confié à un partisan de l'ordre bourgeois.

Toute la question est de savoir si la masse ouvrière saura continuer sa pression en refusant d'accepter les cautères sur une jambe de bois qui lui sont proposés et poursuivra le développement du bouleversement social commencé en juillet 1936.

L. NICOLAS.

Bravo les jeunes !

Contrairement à une information erronée, parue dans le « Populaire » du 3 avril, le Congrès de la Fédération Nationale des Etudiants Socialistes a tenu d'un bout à l'autre ses séances jusqu'à épuisement de l'ordre du jour, à Suresnes, les 1er, 2 et 3 courant. Aucune délégation n'a quitté la salle du Congrès.

Une motion d'orientation politique a été votée aux 2/3 des mandats. Cette motion revendique un changement d'orientation radical du Parti Socialiste et du gouvernement, la nationalisation des industries-clés par une offensive révolutionnaire sur tous les terrains, principalement extra-parlementaires, s'affirme résolument hostile à toute défense nationale en régime capitaliste et proteste vigoureusement contre le réarmement, le maintien des 2 ans, et le projet Dézarnaulds-Daladier de P. M. obligatoire. Contre ce projet la F.N.E.S. a édité une affiche et poursuit une campagne vigoureuse.

"POUR L'HISTOIRE"

L'ambassade d'Espagne à Londres communique aux journaux la note suivante :

Nous avons reçu confirmation de source sûre que l'information publiée le 5 avril par un organe de presse déclarant que 10.000 autres soldats italiens avaient débarqué les 22, 23 et 24 mars à Cadix est exacte.

PARMI NOS LETTRES

Notre « malaise »

Voici les commentaires de Jean Leunois sur la lettre de Roger Hagnauer :

La lettre d'Hagnauer est une excellente occasion pour préciser notre point de vue sur les événements d'Espagne et je souhaiterais que de nombreux camarades fassent connaître leur opinion.

Et tout d'abord, un reproche amical à Hagnauer: c'est au moment où il est en désaccord avec certains articles de la R. P. qu'il abandonne sa collaboration à la revue! C'est bien méconnaître le caractère de notre R. P., où la liberté d'opinion a toujours été respectée, où n'a jamais été imposé un conformisme quelconque. Tu ne doutes pas, mon cher Hagnauer, qu'un article de toi, exposant franchement tes conceptions, n'aurait pas été refusé et aurait évité la discussion orageuse dont tu te plains.

Mais venons à l'examen des griefs exprimés:

La solide argumentation d'Emery. — *L'opinion de Louzon sur les troupes de Franco n'a rien de singulier; elle est très répandue parmi les antifascistes de toutes nuances; et j'avoue que mes lectures, la critique des communiqués, les conversations avec des miliciens et les Espagnols algériens m'avaient conquis à cette conclusion qu'en dehors des requêtes, les troupes d'assaut de Franco étaient surtout composées du tercio, des régulares et des hommes envoyés par Hitler ou Mussolini. C'est donc avec une vive curiosité que je me suis reporté aux « Feuilles libres » d'octobre à décembre 1936. J'y ai lu les articles d'Emery qui sont pleins d'aperçus personnels, sans doute intéressants; mais je n'y ai pas trouvé trace de faits ou de documents appuyant l'opinion de ce camarade sur les partisans de Franco. La solide argumentation d'Emery sur le point en litige se résume donc dans les considérations sur les élections exposées dans la R. P. du 25 janvier. Ce n'est guère convaincant. Entre voter et se battre, il y a plus qu'une nuance; Emery n'ignore pas que dans certaines provinces sous la domination de Franco, comme l'Andalousie, la majorité électorale elle-même était pour les gouvernementaux. L'envoi de troupes marocaines aliène aux fascistes la sympathie de nombreux électeurs nationalistes. La fin d'Unamuno a montré que la conduite de la guerre civile ne déchaîne pas toujours l'enthousiasme des partisans de Franco. L'appel récent, signé par une cinquantaine d'intellectuels espagnols, parmi lesquels Jacinto Benaverte, prix Nobel de littérature, dont les rebelles avaient annoncé la mise à mort par les révolutionnaires, indique bien l'évolution défavorable à Franco de l'opinion de certaines catégories restées primitivement dans l'expectative. Je persiste à penser que les combattants par conviction sont mobilisables en beaucoup plus grand nombre dans les rangs gouvernementaux que dans les rangs ennemis. En sorte que la liberté du commerce des armes serait favorable aux gouvernementaux.*

Le désir de justifier la politique de Blum fait sous-estimer à Emery les possibilités de résistance de nos camarades espagnols. Dès le 25 octobre, il considérait Madrid comme perdue. Fort heureusement, les miliciens se laissent moins facilement aller au découragement.

La lecture des articles d'Emery, mon cher Hagnauer, confirme notre point de vue:

« Cette thèse (la levée immédiate de l'embargo), « écrit-il dans le numéro de Feuilles libres *du 10 « novembre 1936, se défend fort bien lorsqu'elle est « soutenue par de purs révolutionnaires qui n'ont « jamais cru ni à la S.D.N. et à l'organisation inter- « nationale de la paix, ni à la valeur de l'entente « avec les nations dites démocratiques, ni à l'utilité « du Front populaire et d'une action parlementaire « et légale. Dans leur bouche, elle est honnête et « logique ». Cette définition du syndicaliste révolutionnaire que nous voulons être, je ne la renie*

pas. Emery se déclare non-révolutionnaire. Il est dans son rôle d'intellectuel en voulant conserver à l'égard des événements d'Espagne l'attitude d'un simple observateur sagace. Mais je m'afflige de voir des camarades de la R. P. n'aspirer qu'à tirer leur épingle du feu dans un conflit où se joue le sort du prolétariat international.

Blum et l'Espagne. — *Il serait évidemment injuste de considérer Blum comme l'unique responsable des défaites subies par les révolutionnaires espagnols. Sa part de responsabilité n'en est pas moins très grande, son hypocrisie incontestable.*

Depuis le discours de Luna-Park, les preuves « péremptoires et formelles » de l'intervention allemande et italienne ne manquent pas. N'insistez pas, dirait Emery (voir Feuilles libres *du 25 octobre), les violations de l'accord par la France sont non moins flagrantes. De deux choses l'une: ou ces violations sont faites avec le consentement de Blum et la non-intervention est une sinistre comédie, ou elles sont faites malgré lui; elles doivent alors être portées à l'actif des courageux camarades qui travaillent dans l'illégalité et Blum, s'il était sincère, ferait figure de dupe vis-à-vis d'Hitler et de Mussolini.*

Le secours à l'Espagne révolutionnaire n'est pas obligatoirement d'ordre militaire. Acheter aux gouvernementaux leurs produits, leur vendre des matières premières en adoptant des modalités de paiement avantageuses dans les deux cas, constituerait une aide d'importance capitale. Louzon a montré dans la R. P., avec preuves irréfutables à l'appui, que dans ce domaine toutes les faveurs du gouvernement français vont à Franco: Pour donner satisfaction aux réclamations des primeuristes fascistes d'Algérie, on réduit le contingentement d'importation des oranges espagnoles, mais on achète des tomates des Canaries sous prétexte d'obtenir des pyrites de Franco. Les produits rebelles sont payés en or, les achats aux gouvernementaux, d'abord soumis au régime du clearing, c'est-à-dire non payés, ont été ensuite réglés à raison de 25 pour cent en espèces.

Donner comme argument à l'appui de la thèse de la non-intervention les dangers que l'assistance russe entraîne pour la révolution espagnole est au moins étrange. L'influence communiste était pratiquement nulle en Espagne avant la rébellion de juillet. Si la France, au lieu d'annuler les marchés en cours, avait dès le début fourni les armes que la Russie a envoyées par la suite, sans entraîner la guerre, la question de la bolchévisation ne se serait jamais posée en Espagne.

Les raisons profondes de l'attitude de Blum, Emery les a très bien discernées. Il écrivait le 10 novembre: « Tout le monde sait bien désormais « que la neutralité a été adoptée le 8 août précisé- « ment en raison de l'attitude anglaise et parce « qu'elle était la seule formule qui pouvait conci- « lier Londres et Paris. Quelle apparence y a-t-il « que les choses aient changé maintenant que la « Cité et le capitalisme anglais ont encore bien plus « de raisons d'être hostiles à l'extrémisme espagnol « et favorable aux rebelles qu'ils considèrent com- « me gagnants. » C'est bien pour obéir aux injonctions des capitalistes anglais, sans compter celles des capitalistes français, que Blum a pris l'initiative de l'hypocrite pacte de neutralité.

Nous jouons de malheur avec le capitalisme anglais. Lorsque nous demandions de ne pas laisser écraser le peuple éthiopien par Mussolini, des camarades nous ont reproché de faire le jeu du capitalisme anglais. Maintenant que nous voudrions apporter aux révolutionnaires espagnols l'aide maximum, compatible avec la situation actuelle, on nous objecte la volonté des conservateurs britanniques.

Avec ou sans le capitalisme anglais, c'est l'internationalisme prolétarien qui est toujours sacrifié. Je crains que la classe ouvrière française ait cruellement à se repentir d'avoir, en ces deux occasions, manqué à son devoir de classe.

Le pacifisme de Blum. — *Les sentiments pacifistes de Blum ne sont pas douteux, ses écrits sur le désarmement unilatéral sont bien connus.*

Pourrai-je pousser le sacrilège jusqu'à considérer les actes et non les intentions?

En fait, Blum c'est le budget de dépenses militaires le plus élevé jusqu'à ce jour, c'est l'emprunt pour la défense nationale.

Un des leitmotive de la propagande pacifiste d'avant le Front populaire, c'était qu'en préparant la guerre on obtenait non la paix, mais la guerre.

Avec les intentions pacifistes les plus pures, Blum prépare la guerre, la guerre impérialiste.

Et c'est normal. Puisque l'on se refuse à sortir du régime capitaliste, il faut bien en suivre les lois tant financières qu'économiques, en subir les contradictions qui nous mènent à grande allure au conflit général.

Mais, de grâce, pas de comparaison entre le pacifisme de Blum et le pacifisme révolutionnaire. C'est pendant la guerre même que Monatte, Merrheim et Bourderon ont manifesté leur opposition au stupide carnage. C'est sous la menace de l'invasion allemande, que Lénine a fait la paix pour rallier les paysans à la révolution.

Le pacifisme de Blum a pour seul résultat de préparer les voies de l'union sacrée. Le succès sur ce terrain est indéniable: comparez les réactions contre les manœuvres de défense passive sous Laval et sous Blum. Lisez le livre remarquable de Rosmer sur « Le mouvement ouvrier pendant la guerre » et vous constaterez le recul par rapport à 1914. Jusqu'à la dernière semaine, la C.G.T. et le parti socialiste avaient affirmé leur antimilitarisme et leur refus de la guerre. Ce n'est qu'après le déclenchement des hostilités que le glissement s'est produit et que les organisations ouvrières se sont mises au service des capitalistes pour ranimer l'ardeur guerrière de leurs membres.

Aujourd'hui, grâce au pacifisme de Blum, conjugué au nationalisme de Staline, l'atmosphère d'union sacrée est dès maintenant créée. Il n'y aura pas de Jaurès à assassiner lorsque le premier raid d'avions marquera le début de la grande tuerie.

Blum et la politique coloniale. — *Je reconnais la bonne volonté certaine de Blum à l'égard des peuples coloniaux. Mais là encore, les bonnes intentions ne suffisent pas. Certains indices font craindre que pour ne pas effrayer les capitaux on ne cède aux exigences des gros colons.*

Pour l'Algérie, le dépôt du projet Viollette est un acte très méritoire. Mais déjà l'envoi d'une commission d'enquête est une concession aux féodaux. La question est parfaitement connue, toutes les thèses en présence ont été publiées. Des commissions ont déjà été envoyées. Cette nouvelle enquête n'est qu'une mesure dilatoire. Je connais un secrétaire de section socialiste fonctionnaire qui a envoyé à son député un télégramme pour soutenir le projet gouvernemental. Trois jours après, il était déplacé. Il est donc prudent d'attendre le vote définitif du projet Viollette pour en féliciter Blum.

En Tunisie, la force armée est employée contre les grévistes: aux mines de phosphate de Metlaoui 19 tués et 30 blessés du côté des grévistes, aux mines de M'Dila 4 tués et 5 blessés dans les journées des 4 et 5 mars. Quand on connait le degré d'exploitation dont souffrent les mineurs indigènes, on ne saurait douter de la légitimité de leurs revendications. Des militants socialistes peuvent-ils admettre cette répression féroce contre des ouvriers qui ont atteint un niveau de misère au-dessous duquel on ne peut descendre sans être acculé à la mort ou à la révolte?

Puisque Hagnauer a des relations à la Commission coloniale du parti socialiste, puisqu'il est contre l'emploi de la violence, qu'il intervienne pour que les gendarmes aient l'ordre formel de ne pas tirer sur les grévistes, qu'il intervienne pour que le projet Viollette passe en dépit des résistances rencontrées.

Mais si, malgré l'attitude irréprochable des militants socialistes locaux, les pires procédés colonialistes sont maintenus en vigueur, si les réformes proposées restent à l'état de projets, force nous sera de conclure au caractère velléitaire de la générosité gouvernementale à l'égard des peuples coloniaux.

Jean LEUNOIS.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Le drame de Clichy

On a dit que, le soir du 16 mars, après que les balles de la « police républicaine » eurent couché sur le pavé cinq ouvriers de Clichy, le président du Conseil avait voulu démissionner. Cela doit être vrai, puisque, dans son discours du 23, Léon Blum a déclaré que le pouvoir lui avait, ce soir-là, « inspiré de l'aversion ».

Cela se comprend. Dégageons l'affaire de Clichy du fatras des lieux communs. Il y a cinq morts ouvriers. Ces cadavres-là ne sont point entre la réaction et le peuple, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Ils sont entre la classe ouvrière et la police du gouvernement de Front populaire, la police sous les ordres d'un ministre socialiste. Ils se dressent entre le gouvernement et les partis qui le soutiennent après l'avoir formé.

Comment cela fut-il possible ?

On parle beaucoup de provocation. Quel genre de provocation ? Il semble qu'il y en ait eu au moins deux sortes.

A l'origine, de toute évidence, il y a la provocation Croix-de-feu. Le colonel de La Rocque et sa presse ramènent, aujourd'hui, la réunion de Clichy à une simple soirée de cinéma. Ce n'est peut-être pas ce qu'avaient réellement désiré les organisateurs. Il apparaît que les ex-Croix-de-feu veulent conquérir et conserver droit de cité dans nos villes ouvrières. A chaque tentative, ils se heurtent à de très vives réactions. La provocation la plus importante et la plus grave, c'est cette volonté de s'imposer à des populations dont on connaît l'hostilité.

Entre cette provocation initiale et celles qui, selon le Populaire, *se seraient produites au cour de la sombre soirée du 16 mars, se place ce qu'on pourrait considérer comme la cause matérielle du drame.*

Devant le fait de la réunion Croix-de-feu, il y eut, dans le Front populaire, deux attitudes qui s'opposaient : celle du gouvernement, qui autorisait la réunion, et celle des partis de gouvernement, qui voulaient l'interdire.

Si le gouvernement avait des raisons valables pour autoriser la réunion, il aurait dû les faire partager aux partis qui le soutiennent. A tort ou à raison, il avait permis la réunion ; on comprend mal que les organisations socialiste et communiste aient voulu l'interdire. En tout cas, que l'on ait été pour ou contre l'autorisation de la réunion, il aurait fallu adopter une attitude unique.

Plus généralement, le parti communiste reproche au gouvernement de Front populaire de tolérer sous l'étiquette du Parti Social Français la reconstitution des Croix-de-feu. Il semble, d'ailleurs, qu'on retarde beaucoup la solution de ce problème. Mais peut-il y avoir sans danger dualité d'action tant que la solution n'intervient pas ? Puisque le parti communiste veut la dissolution du P.S.F. et du P.P.F., il doit la réclamer à l'intérieur du Front populaire : c'est affaire entre lui, le Front populaire et le gouvernement. L'organisation de contre-manifestations constitue une pression extérieure, inadmissible si l'on se place sur le terrain du pacte conclu entre les partis. Elle court toujours le risque d'aboutir à des résultats tragiques. L'unité du Front populaire ne peut se limiter aux scrutins parlementaires. Voter pour le gouvernement à la Chambre, lui flanquer des coups de pied au derrière dans les réunions, organiser des démonstrations de rue contre les décisions qu'il prend, c'est une attitude double. On vient de voir qu'elle pouvait coûter cher.

Ayant autorisé la réunion de Clichy, le gouvernement devait permettre qu'elle se tienne. Il devait la protéger. Sinon, il se serait vu accusé d'avoir établi un guet-apens. La foule ouvrière ayant été convoquée aux abords — pourquoi aux abords ? — de l'Olympia, la police dressa des barrages. Que se passa-t-il entre les gardes mobiles et la foule ? On n'est pas exactement renseigné sur les circonstances du déclenchement de la première bagarre qui devait entraîner toutes les autres. On sait seulement qu'il y eut une forte poussée de foule pour rompre le barrage. « Les gars voulaient arriver au cinéma », m'a dit un camarade.

Il faisait nuit. La foule était dense. Les esprits étaient surchauffés. Est-ce à ce moment-là qu'ont opéré les provocateurs de la seconde catégorie ? Il semble qu'il faudrait parvenir à identifier ceux qui, à cet instant précis, ont entraîné la foule sur le barrage de police, au lieu de l'en éloigner, comme ç'eût été le devoir de tout militant averti. Il est vraisemblable qu'on y trouverait — si une telle identification était encore possible — bon nombre de camarades sincères écoutant leur tempérament plus que leur raison, mais ne voyant guère plus loin que le bout de leur nez. Mais il se pourrait aussi qu'on y déniche quelques personnages louches.

Les méthodes de Chiappe ont trop gangrené le mouvement ouvrier pendant trop d'années pour qu'il n'en reste rien. La forban a sûrement gardé ses hommes dans nos rangs. C'est très facile quand il suffit de se dire d'accord pour mériter la confiance. Rien n'est prouvé, c'est vrai. Peut-être que rien ne sera jamais prouvé. Mais la soirée du 16 mars a trop bien fait l'affaire de nos ennemis pour qu'on ne se pose pas la question. Il y a du Chiappe là-dessous. Dans les rangs ouvriers et, aussi, dans l'attitude du service d'ordre. Tel est, du moins, le sentiment qui naît du rassemblement des faits essentiels.

La grève du 18 mars

Il y avait cinq morts. Le lendemain matin, on éprouva d'abord de la stupeur. Puis une vive émotion s'empara des ouvriers parisiens. Ils étaient restés presque indifférents à la nouvelle des fusillades des mineurs indigènes de Metlaoui et de M'Dilla. Pourtant, ces fusillades avaient été préméditées pour obtenir l'évacua-

tion des chantiers occupés. A ce titre, elles auraient dû nous émouvoir. Cette fois, c'étaient des ouvriers d'ici qu'on avait tués. Les débrayages partirent des usines où travaillaient les victimes. Ils firent tache d'huile dans la Métallurgie et gagnèrent les chantiers de l'Exposition.

On apprit à la fin de la matinée que le bureau du Syndicat des Métaux et le bureau de l'Union des Syndicats de la région parisienne — dont un secrétaire, le camarade Varloteau, avait reçu une balle dans la cuisse — proposaient à la C.G.T. une grève générale de 24 heures.

La proposition rencontra des résistances au sein du bureau confédéral. Aux yeux de certains, un tel mouvement ne pouvait être dirigé que contre le gouvernement. Il risquait au moins de l'affaiblir. C'était déjà bien assez, à leurs yeux, du drame de la veille. La Commission administrative, réunie à 15 heures, ne put se mettre d'accord. On dit qu'il y eut de vives empoignades. Une nouvelle réunion eut lieu, le soir, à 22 heures. La C.A. décida finalement de localiser à la région parisienne la grève d'une demi-journée, le lendemain matin 18 mars.

Le mouvement fut total. Dans la Métallurgie, dans le Bâtiment, dans les Produits chimiques — les trois industries dominantes de la région — c'était, pour ainsi dire, normal. L'arrêt complet des transports en commun — métro et autobus — surprit. Il y avait si longtemps qu'on n'avait vu ça ! Presque vingt ans.

Les secrétaires de ces deux organisations nous le devaient bien. Ils avaient placé les autres corporations devant le fait accompli, en lançant, dès le début de l'après-midi de mercredi, l'ordre de grève générale. C'était avant la réunion de la C.A. de la C.G.T. La Commission exécutive de l'Union des Syndicats et les secrétaires d'organisations n'étaient convoqués que pour 17 heures. Ils ne prirent une décision définitive qu'à 20 heures. Leur décision ne fut ratifiée qu'à minuit par la C.A. de la C.G.T. Or, dès 14 heures, le Syndicat du Métro avait fait distribuer un tract ordonnant la grève.

Il faut le dire, en cet après-midi du 17 mars, on eut la sensation bien nette que la décision de grève était partie de l'extérieur. Ainsi lancée, elle s'imposa à l'organisation syndicale tout entière.

A la réunion de la C.E. de l'Union, à 17 heures, certains délégués hésitaient à se prononcer pour une décision de grève précipitée, qui risquait, au surplus, de ne pas être approuvée par la C.G.T. Il leur fut objecté que les Métros et les Autobus ayant lancé l'ordre de grève pour le lendemain, il n'était plus possible d'ajourner, moins encore de reculer.

Il y avait cinq morts. On ne pouvait se borner à des ordres du jour. Mais n'aurait-il pas été souhaitable qu'en d'aussi tragiques circonstances, l'organisation syndicale reste maîtresse de son action ? Ne faut-il pas craindre un danger pour l'avenir ?

Faux départ

Sitôt terminé le Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne, au début de février, il nous a semblé nécessaire de lancer un appel pour le rassemblement des syndicalistes alarmés par les résultats de ce congrès. Dans un bref communiqué à la presse, nous avons annoncé notre intention de faire revivre la Ligue Syndicaliste.

Quelques jours après, nous nous sommes réunis afin d'examiner comment pourrait s'opérer ce nouveau départ. Mais nous avons vu se dresser des obstacles tels qu'il nous a fallu, en définitive, renoncer à notre projet.

Nous concevions la Ligue Syndicaliste sous sa nouvelle forme comme la réunion de tous les militants qui plaçaient à la base de leur activité l'indépendance des syndicats, et cela sans tenir compte de la « tendance » particulière à chacun d'eux. Pour faire respecter l'autonomie du mouvement syndical, il nous semblait désirable et possible de rassembler aussi bien les réformistes que les révolutionnaires des diverses nuances.

Cette tentative s'est heurtée à trois sortes d'obstacles.

Un certain nombre de nos amis, tout en reconnaissant la nécessité d'un regroupement des syndicalistes, préférèrent ne pas prendre la responsabilité d'un nouvel organisme de tendance : ils exprimèrent l'avis que nous devions « bloquer » avec les militants groupés autour de Syndicats.

D'autres camarades avaient déjà contribué très activement, dans leur corporation, à la création et à l'activité des Amicales Socialistes. A leur avis, plutôt que de faire revivre la Ligue, nous devions les suivre dans cette voie.

Un troisième groupe, notamment les fondateurs du Cercle syndicaliste lutte de classes, était partisan de la création d'une organisation, mais d'une organisation qui prendrait une orientation beaucoup plus tranchée que la seule défense de l'indépendance des syndicats ; la critique du Front populaire et des dirigeants de la C.G.T. devait former la base du groupement.

L'idée de militer dans les Amicales socialistes ne pouvait être retenue, puisqu'il s'agissait de défendre l'indépendance des syndicats à l'égard de tous les partis politiques.

Pour « bloquer » avec Syndicats, *il aurait d'abord fallu être certain que* Syndicats *veuille « bloquer » avec nous. Lors de la naissance de* Syndicats, *des offres de collaboration nous avaient été annoncées. Elles ne nous ont pas été faites. D'autre part, nous voulions réagir contre l'abdication devant les communistes d'un certain nombre de militants ex-confédérés. Or, précisément, ces militants sont pour la plupart groupés autour de* Syndicats. *Enfin,* Syndicats *a pris, sur des problèmes importants, des positions qui rendent le « blocage » très difficile : il suffit de citer l'arbitrage obligatoire pour soulever des objections.*

Quant au Cercle syndicaliste lutte de classes, il a semblé impossible d'opérer le rassemblement désiré autour d'une dénonciation de ce qu'on appelle la « trahison » du Front populaire et des dirigeants de la C.G.T. Tout le monde ne s'accorde pas pour penser qu'il y a trahison. Des militants croient que le Front populaire porte en lui-même assez de causes d'échecs et de faiblesses pour que nous ne prenions pas la lourde responsabilité de dresser le mouvement syndical contre « l'expérience » en cours. Ç'aurait été, en tout cas, sortir du terrain où la sorte de synthèse que nous voulions eût été réalisable.

Les dirigeants communistes de l'Union des Syndicats auraient tort de triompher bruyamment. Ce n'est pas leur injonction qui nous a

fait reculer. Nous en avons vu bien d'autres, et nous sommes prêts à en voir bien d'autres.

Ce faux départ ne nous a nullement découragés. Nous nous sommes accordés pour dire que chacun d'entre nous choisirait l'une des voies indiquées plus haut, selon son tempérament et ses goûts, en attendant que la « synthèse » devienne possible.

Pour qu'elle devienne possible, pour que renaisse la Ligue Syndicaliste, il faut réveiller les idées de 1906, il faut faire revivre l'esprit d'Amiens. Ne cessons pas d'y travailler.

Nouvelles conquêtes communistes

Deux congrès se sont tenus à fin mars : celui du Verre et celui des Cuirs et Peaux. Il suffit de lire les comptes rendus qu'en a donné le Peuple *pour voir que les communistes ont réalisé la conquête de ces deux Fédérations.*

Très habilement, d'ailleurs. Dans l'un et l'autre cas, ils n'ont pas éliminé l'ancien secrétaire confédéré. Ils l'ont conservé, mais en le noyant dans un bureau fédéral où ils disposent de la majorité absolue. Toujours les otages !

Des camarades nous croient égarés par l'esprit de tendance. Qu'ils se donnent donc la peine de faire le compte des Fédérations où les communistes parlent en maîtres : Bâtiment, Bois, Coiffeurs, Cheminots, Produits chimiques, Métaux, Agriculture, Textile, Verre, Cuirs et Peaux. J'en oublie peut-être. Le danger que nous dénonçons depuis des mois n'est pas imaginaire. Celui qui n'en serait pas encore convaincu pourrait se retourner du côté des Unions départementales...

M. CHAMBELLAND.

Intérêt général ou Lutte de Classe ?

A propos d'un manifeste « fameux »

Nous nous excusons de donner un tel titre à notre article, mais il nous semble piquant de reprendre une formule dont le tonitruant Timbaud, l'un des secrétaires du syndicat parisien des Métaux, s'est servi pour parler dans le journal « Le Métallo » du manifeste de défense du syndicalisme lutte de classe. Pour une fois, nous sommes d'accord avec Timbaud : ce manifeste est bel et bien appelé à devenir fameux parce qu'il marque dans notre C.G.T. la première manifestation catégorique de l'esprit révolutionnaire et internationaliste contre les illusions mortelles de la tactique confédérale dite « d'intérêt général ».

A la fin de 1936, un certain nombre de camarades, presque tous ouvriers de la métallurgie parisienne, et chose utile à signaler travaillant à l'usine, se rencontraient pour échanger leurs opinions sur la contre-offensive patronale et l'inertie gouvernementale face à elle. Ils ne pensaient pas qu'en tombant d'accord pour mettre debout un manifeste de défense du syndicalisme lutte de classe, que publia la *Révolutioon Prolétarienne* et un certain nombre d'autres organes non-conformistes (la *Vague*, le *Libertaire*, le *Drapeau Rouge*, *La Jeune Garde* et, depuis, peu, *La Lutte Ouvrière*) ils déchaîneraient contre eux la fureur de leur direction syndicale. D'autant plus que les dirigeants ne se gênaient pas pour traiter, dans l'intimité sans doute, les hommes du gouvernement, surtout les socialistes, de « limaces » !

Il nous est même possible d'affirmer qu'ils déclaraient, à qui voulait les entendre, que M. Jean Lebas était un ministre du Travail d'une stupidité crasse — et que vraiment M. Ludovic-Oscar Frossard au moins, lui, avait l'avantage de comprendre tout et tout de suite.

Ainsi, en bonne logique, la direction du syndicat parisien des Métaux aurait dû voir d'un bon œil cette saine réaction de militants de la base contre la sempiternelle déception que provoquent les chefs des partis ouvriers, quels qu'ils soient, quand ils deviennent des « Excellences », à plus forte raison lorsque le capitalisme subsiste. Dans l'autre cas, celui d'un Etat ouvrier, l'exemple russe nous commande de prendre aussi des precautions incessantes, car telle est la nature des hommes qu'ils oublient trop facilement qu'ils doivent servir la collectivité, et non s'en servir. Depuis la mort de Thierry, le « refus de parvenir » est pour notre bureaucratie ouvrière une doctrine pernicieuse qui doit fatalement produire des « doriotistes » de notre espèce, car tout un chacun sait bien que les Marion, les Roland et les Teulade, lieutenants du Führer de Saint-Denis, ont toujours été des esprits indépendants à l'intérieur du P.C. Enfin, nous espérons bien que l'antifascisme ne deviendra pas le pont menant au fascisme, cela, à notre avis, ne peut être que dans la mesure où l'on aura le courage de dire son opinion, même au détriment de sa carrière.

Les dirigeants parisiens des Métaux ont publié, pour mettre en garde les usines contre le manifeste que nous diffusions non pas, malheureusement, à cent mille exemplaires, comme ils racontaient, mais à cinq mille, deux tracts édités à grand tirage !

Ils continuent une série d'infamies où la mauvaise foi le dispute à l'incohérence — après avoir traité les camarades signataires du manifeste « d'individus servant l'intérêt patronal », de « provocateurs » et autres gentillesses, ils terminent en leur proposant de « s'unir en mettant l'intérêt des travailleurs au-dessus de leurs conditions personnelles ».

Comprenne qui pourra. Voilà des responsables syndicaux ayant charge de conduire les métallos parisiens dans la bonne voie et qui, après les avoir mis en garde contre des agents du patronat et du fascisme (car l'appellation de doriotiste, ça compte), leur demandent de s'unir à eux. Cette triste façon de polémiquer contre des militants, dont le seul tort est de dire tout haut ce que des milliers de prolétaiares pensent tout bas ou encore confusément, porte une marque de fabrication : Staline and Co. Cela est si vrai que le jour où un homme comme Doury, le secrétaire général du syndicat, aura réalisé l'énorme erreur de l'o-

rientation politique qu'il accepte et impose autour de lui, comme tant d'autres anciens membres du P.C., il comprendra douloureusement le mal que fait à la cause ouvrière une littérature aussi criminelle et stupide que celle de ses deux tracts empoisonneurs. Nous parlons ainsi de Doury parce que de tous nos adversaires, il nous semble nettement le meilleur par son sérieux qui, hélas! s'effritera contre la logique des faits. Ni Metlaoui, ni Clichy ne donnent raison à l'orientation qu'il soutient, guidé peut-être par un sens regrettable de la discipline de tendance. Les faits! les faits! voilà la pierre de touche.

Le manifeste « fameux » ne porte pas seulement la signature des métallos, il porte également celle de camarades de l'enseignement et d'autres corporations. Depuis sa publication, en janvier, il a rencontré une chaude sympathie et une grande audience auprès de nombreux militants, surtout dans le Bâtiment, qui pensent que tout n'est pas pour le mieux dans notre C.G.T. C'est tellement vrai que l'édition par notre Cercle syndicaliste lutte de classe d'une brochure consacrée au problème de l'Arbitrage obligatoire (1) faisant suite au manifeste se vend comme des petits pains. Nous pensons que notre mouvement n'est pas un mouvement artificiel, mais la réaction normale contre une politique syndicale prônant la « paix sociale » à l'instar des sociologues de « Cafés du Commerce » de France et de Navarre (pas la Navarre espagnole!) et nourrissant la guerre en flanquant 250.000 francs aux marchands de mort subite.

Il est très heureux que ce soit des rangs de la métallurgie que les premières protestations contre l'orientation néfaste des dirigeants syndicaux ou du moins de l'immense majorité se soit produite. (Pour le problème de l'Arbitrage obligatoire, le C.C.N. a été unanime. Mon cher Marcel Roy, où étais-tu ce jour-là ? sur le mont Aventin ? Tu sais où cela mène les prolétariats?) Parce que les métallos ont un rôle immense à jouer non seulement contre l'esprit « paix sociale » qui en atténuant les contradictions de classes prépare l'union sacrée, mais surtout contre la guerre elle-même dont ils sont les nourriciers non pas idéologiques mais matériels. Les premiers sont plus dangereux, car les seconds peuvent fabriquer, comme le disait Rosa Luxembourg, des « baïonnettes intelligentes ».

Nous espérons que bientôt sur la C.G.T. passera un souffle. Ce ne sera pas un souffle « républicain », parce que décidément c'est un souffle mort-né, n'est-ce pas, citoyen Blum?, mais bel et bien un souffle syndicalisme révolutionnaire, aussi vivifiant que celui de l'autre côté de la « mare aux harengs », réveillant l'instinct de classe. Non, en effet, camarade Pierre Monatte, le syndicalisme de 1906 n'est pas mort! il vaincra le millerandisme à la sauce 1937 et même il refusera un jour prochain les « mets trop épicés » que les hommes du stalinisme préparent à l'intention des ouvriers français.

C'est là l'espoir qui nous anime sans défaillance.

Albert LEMIRE.

(1) *Pourquoi le syndicalisme ouvrier doit-il rejeter l'arbitrage obligatoire?* — Adresser les commandes à Léon Duvernet, 37, rue de Paris, Boulogne-Billancourt (Seine), ainsi que tout ce qui concerne le Cercle syndicaliste lutte de classe, manifeste, etc... — Prix de la brochure: 1 fr.

L'Indochine sous la botte fasciste

4 ans de surveillance administrative,
2 ans et 6 mois de prison avec sursis
11 ans et 3 mois de prison ferme
pour avoir lu le livre «POUR ETRE SOCIALISTE» de Léon Blum.

Une lettre d'Annam du 20 mars nous informe de ce fait pour le moins scandaleux :

« Phu, un ancien détenu politique habitant près du chef-lieu de Triêu Phong, province de Quang-tri, lisait chez lui le livre « Chiên Si Xa Hôi », la traduction annamite de « Pour être socialiste » de Léon Blum. Quelques habitants, venus accidentellement, l'écoutaient. Le tri-phu de Triêu-Phong — qui s'était, on le sait, rendu célèbre pour bien des exploits — mis au courant de l' « événement » par un de ses linh-lê, fit arrêter et emprisonner Phu. Ce dernier se vit accusé de réunion sans autorisation et, par le fait qu'il lisait « Pour être Socialiste », d'irrespect envers les autorités supérieures (man thuong). On lui disait en outre que s'il demandait le régime parlementaire au gouvernement de Front populaire de France, il commettrait le crime de lèse-majesté. Devant cette accusation et cette détention arbitraire, Phu a fait la grève de la faim depuis le 16 mars.

Nous ignorions encore les suites de cette affaire impossible, quand, le 22 mars, nous recevions de Hué le télégramme suivant :

Rassemblement Hanoi. — H. Hué 702/25/21/11.000. — Quinze habitants Phu Triêu-Phong Quang-tri condamnés arbitrairement pour avoir lu Pour être Socialiste Blum Stop — Prière saisir urgence ministre et Front populaire.

Paysans Triêu-Phong.

Nous avons alerté le ministère des Colonies ainsi que les organisatioons de gauche de France. Nous demandons aux éléments de gauche de l'Indochine, en particulier les camarades socialistes, la Ligue des Droits de l'homme, le Cercle d'Union Républicaine et les camarades du Front Social, de joindre leurs protestations aux nôtres, afin de faire rapporter ces mesures d'oppression outrancière.

A la dernière heure, nous recevons les précisions suivantes sur les condamnations prononcées par le tri-phu :

1) Nguyên-Phu, 3 ans de prison, 3 ans de surveillance administrative;
2) Tri, 6 mois de prison, 6 mois de surveillance administrative;
3) Hiêp, un vieillard de 61 ans, 1 an avec sursis;
4) Phong, 70 ans, 1 an avec sursis;
5) Toai, chef du hameau, 6 mois de prison;
6) Khuong, biêu du hameau, 6 mois de prison;
7) Hoang, 6 mois de prison, 6 mois de surveillance;
8) Khuong, 6 mois avec sursis;
9) Triên, 1 an de prison;
10) Thanh, 3 ans de prison;
11) Nâu, 3 mois de prison;

12) Nghiâ, 6 mois de prison;
13) Lu'u, 6 mois de prison;
14) Thuy, 6 mois de prison;
15) Pho, 6 mois de prison.

En tout: 4 ans de surveillance administrative; 2 ans et 6 mois de prison avec sursis; 11 ans et 3 mois de prison ferme.

Phu est celui qui a lu. Les autres sont des auditeurs. Phu est accusé 1° d'avoir lu le livre de Léon Blum, un jour, en présence de vieux et de jeunes du hameau, après une cérémonie aux génies; 2° d'avoir lu le même livre chez lui en présence de 5 ou 6 auditeurs occasionnels.

Le 21, Phu en était au 6e jour de grève de la faim.

⁂

Le camarade qui nous envoie cette lamentable nouvelle, publiée par le « Rassemblement » d'Hanoi du 23 mars, ajoute:

Rien n'est changé en Indochine depuis l'avènement du gouvernement de Front populaire. Nous souffrons des pires abus commis par les fonctionnaires tant français qu'indigènes et régulièrement couverts par l'autocratie coloniale. Brévié, que Moutet nous a envoyé, en qui il a mis toute sa confiance, continue la politique d'oppression et de famine des Pasquier et Robin. La liberté individuelle n'a jamais existé. Il suffit de la moindre dénonciation d'un notable ou d'un provocateur quelconque pour que « le suspect » soit arrêté, frappé sauvagement, condamné ou relâché ensuite, si un avocat intervient à temps.

Les tortures sont toujours en usage. La pratique du « retournement du gésier », citée dans la coupure de *La Lutte* ci-jointe (1), a lieu de la manière suivante: Le patient est couché à plat ventre et immobilisé par les bourreaux. Les bras sont maintenus au dos et liés aux poignets. Puis, tandis qu'un pied solide lui écrase le dos, les poignets sont soulevés lentement jusqu'à la hauteur de la tête, de manière à décrire un demi-cercle. Dans cette position, le supplicié a la poitrine fortement oppressée, ne respire plus et perd connaissance. On le ranime, puis on recommence pour le faire « avouer » ou simplement pour le faire souffrir.

⁂

Dans ses discours, Marius Moutet se paie de mots. La réalité jure avec la politique officielle et officiellement proclamée. Les fonctionnaires fascistes restent en place. Brévié, après plus de trente années en Afrique, nous a été annoncé comme un sauveur! Sur dix fonctionnaires d'autorité, pas un qui ait des idées simplement libérales.

Le gouvernement de Front populaire berne les peuples coloniaux avec des promesses vaines en attendant de les entraîner dans la prochaine tuerie. Quand les masses indigènes tentent de s'organiser, elles sont impitoyablement écrasées. La police provocatrice monte des coups, présente le moindre mouvement revendicatif comme une tentative de révolte contre l'ordre français. D'après les radios de France, Saïgon est imaginé là-bas aujourd'hui comme à feu et à sang! La politique de l'alarme continue. Nos autocrates effraient pour obtenir carte blanche et sévir. — DÉNONCEZ LE PLAN CRIMINEL DES FASCISTES COLONIAUX.

---

(1) Faute de place, nous renvoyons au prochain numéro la publication de cette coupure.

L'ouvrier tunisien et la C.G.T.T.

Dans la décade dernière de ce siècle parut un homme dont le souvenir doit rester ineffaçable dans l'esprit de tout ouvrier tunisien, c'était le très regretté Docteur M'Hamed Ali lequel, mû uniquement par l'amour qu'il porte à sa patrie et ses compatriotes, décida d'agir avec toute l'ardeur, la science et l'expérience voulue en vue d'améliorer la vie de l'ouvrier tunisien en l'intégrant au sein d'un organe qui combattrait inlassablement pour lui, et son œuvre à peine ébauchée eut un succès sans précédent. Les ouvriers en un ensemble émouvant se dépêchèrent de se rassembler autour de lui et ce fut un cauchemar pour la gent capitaliste et partant éminemment fasciste.

Le proconsul Lucien Saint en avait perdu l'appétit et sa digestion n'était plus calme et béate. Les organes du fascisme en Tunisie la « Dépêche Tunisienne », la « Tunisie Française » et consorts dénoncèrent de fausses agitations et le tout n'eut de cesse qu'après avoir créé de toutes pièces un soi-disant complot contre la sûreté de l'Etat à la suite d'incidents survenus à Bizerte et à Hammam-Lif dus à la mauvaise volonté d'un suppôt de Satan, pardon... de Saint, M. Campana.

Le Docteur M'Hamed Ali et quelques-uns de ses compagnons tel Moktar El Ayari, Ali El Karoui et Mohammed El Ghanouchi furent durement châtiés par une condamnation de bannissement. D'autres, tels que Tahar b. Salem et Ahmed Dakhlaoui furent condamnés à la prison. Le Dr M'Hamed Ali trouva la mort dans son exil, mais que ses ennemis ne s'en réjouissent pas!... L'équipe qu'il avait formée n'est pas morte. Elle est plus vivante que jamais. Son souvenir est dans leur cœur ulcéré à jamais par sa disparition précoce. La politique favorable et magnifiquement humaine du Front populaire s'empressa de ramener à leur bercail les victimes d'un âge heureusement révolu.

L'équipe se réforme; le but qu'elle se propose, il est simple : créer une Confédération Générale Tunisienne des Travailleurs sans distinction de race ni de religion.

Qu'on le sache une fois pour toute, nous le proclamons solennellement devant tous. La Confédération ne sera jamais hostile à aucun gouvernement similaire en Tunisie. Mais elle part de ce principe que le Tunisien soumis à la souveraineté du Bey, a sa personnalité propre et tient à la conserver. Il entend ne pas faire figure de parent pauvre au sein de groupements de nuances rouge ou autre, n'en déplaise à tous les adversaires. Nous tenons à n'être à la remorque de qui que ce soit et quel qu'il soit. Nous nous considérons majeurs ayant dépassé le stade du tâtonnement.

Ainsi notre position est prise et clairement définie, l'action solidaire et immédiate nous attend. Les obstacles seront patiemment vaincus et le but louable sera pleinement atteint. Un congrès sera prochainement tenu, les esprits libéraux seront à ses côtés.

Pour le Comité de la C. G. T. T.
Le Secrétaire Général :

Belgacem GUENAOUI.

RETOUR DE RUSSIE (1)

Comment exploite-t-on dans les mines russes ?

Si le régime est différent du nôtre, cela n'impliquait pas, que ce qui est bon en régime capitaliste devait être négligé.

Nos camarades russes ont entrepris de tout révolutionner, même le bon sens en matière d'exploitation minière.

C'est ainsi, par exemple, que les procédés jugés d'après l'expérience, comme défectueux, sont remis en pratique par eux et considérés comme les meilleurs, comme les plus sûrs pour la sécurité.

Voilà comment on procède : Lorsqu'un puits est creusé au niveau où on veut l'obtenir, on perce des galeries jusqu'à la limite du champ d'exploitation à entreprendre.

C'est seulement après avoir mené à distance voulue ces galeries, que commence l'exploitation.

Quel que soit l'état de la mine, grisouteuse ou non, poussiéreuse ou non, bon ou mauvais terrain ou gisement, dans tous les cas, l'exploitation se fait en rabattant vers le puits.

Sauf exception, on ne fait nulle part aucun remblai.

C'est ainsi par exemple qu'il nous fut donné de visiter un puits de mine à Gorlovka, avec couché variant de 50 à 70 degrés d'inclinaison, mine grisouteuse, et y voir une taille d'une longueur de 160 mètres, exploitée par 8 gradins, le dessous de la taille marchant en avant avec 30 à 35 mètres d'avance sur le dessus de la taille.

Chacune des coupures des gradins, sans garniture pour éviter les éboulements de blocs de charbons, tous les ouvriers travaillant dans chacun des gradins, laissant partir leurs charbons directement au fond de la taille, au fur et à mesure qu'il est abattu.

On devine quelle doit être l'atmosphère d'une taille de ce genre, surtout lorsqu'on saura que dans chaque gradin, c'est environ 30 tonnes de charbon abattu par chaque abatteur, qui partent au fond de 20 mètres de hauteur, pour le premier, 40 pour le second et ainsi de suite jusqu'à 160 mètres de hauteur.

Au puits Schneider des mines de Douchy, j'ai demandé l'arrêt d'une taille organisée de pareille façon, mais qui n'avait que 40 mètres de hauteur (le dessus de taille en avant).

J'ai conservé mes rapports de l'époque ainsi que l'intervention faite à la Chambre des Députés sur ma demande par François Lefebvre, demandant la suppression, considérant qu'il y avait là un danger de mort permanent pour les ouvriers et péril grave pour la sécurité générale de la mine.

Cela fut tellement reconnu exact, que j'ai obtenu la suppression de cette méthode de travail.

Ce que nous avons vu en Russie, représente exactement en quatre fois plus grand ce que nous avons fait supprimer.

Toutefois, il y avait cette différence, c'est que dans cette taille de 40 mètres, on y faisait des remblais tandis que dans celle de 160 mètres en Russie, on n'en fait aucun; les gradins sont suspendus, alors qu'à Douchy ils reposaient l'un sur l'autre.

Il n'y a ainsi, je l'affirme, aucune garantie de sécurité.

Cela est d'autant plus vrai, je le répète, qu'il s'agit d'une mine grisouteuse où le courant d'air chasse sans discontinuer le grisou dans les vieux travaux constituant de formidables réservoirs à grisou, au lieu de l'évacuer au jour, purifiant ainsi la mine du plus terrible danger.

Ajoutons que ce n'est pas particulier à la mine de Gorlovka, cela est vrai aussi pour la mine de Makéievka, que nous avons visitée, avec, en plus, une réserve de 500 kilos de dynamite au fond et tirage de mines dans le charbon malgré qu'il y ait des dégagements spontanés de grisou.

Lorsqu'au retour de notre visite dans ces puits, nous avons fait part aux ingénieurs et aux directeurs de notre surprise de pareilles constatations, nos craintes des conséquences possibles en cas d'accidents, il y en a un qui m'a répondu : « Qu'il n'y avait pas de danger d'accident, qu'on était sûr de cela ».

J'ignore si le grisou est, du fait de la révolution, moins dangereux que chez nous, mais ce dont je suis certain, c'est que chez nous, jamais on ne tolérerait cela.

Ce qui est en régime prolétarien, dix fois, vingt fois plus dangereux que ce qui est ici, nous paraît réprouvable pour nous, plus encore que si cela se passait en régime capitaliste.

Je le dis à nouveau, au risque de déplaire, la sécurité n'est pas assurée dans les mines russes dans d'aussi bonnes conditions que dans les nôtres.

Les mineurs de notre pays n'accepteraient pas de travailler dans des conditions aussi déplorables.

Si on veut nous faire dire que ce qui est, est beaucoup mieux que ce qui existait avant l'arrivée des communistes au pouvoir, je veux bien le dire. (2).

Mais de là à vouloir me faire dire que nous sommes plus en retard ici que là-bas, je m'y refuse catégoriquement parce que cela est faux, archifaux !

Les mines françaises ne sont pas, loin s'en faut, un paradis, il reste beaucoup à faire dans tous les domaines pour apporter toutes les garanties possibles de sécurité, nous l'avons suffisamment répété.

Nous continuons de réprouver l'organisation des longues tailles, le foudroyage pour de nombreuses mines, et nous réclamons une meilleure protection contre le grisou.

Nous n'aurons de cesse à le revendiquer que le jour où nous constaterons que tout est amélioré.

Pourquoi voudrait-on que nous ayons deux opinions ?

Une pour dire qu'ici tout est mauvais, même lorsque c'est mieux que ce que nous avons vu ailleurs.

Et une autre pour dire que tout est bien ailleurs, alors que nous avons trouvé plus mal que ce que nous avons.

Cela n'empêche pas que je reconnaisse, parce que c'est vrai, que l'on s'efforce de remédier à tout cela chez les Russes.

Mais il faut pour cela : du temps, des ouvriers qualifiés et des ingénieurs compétents en nombre suffisant.

Je suis sûr qu'ils y parviendront, mais cela n'existe pas encore maintenant.

Kléber LEGAY.

---

(1) Article paru dans le *Populaire* du Nord et du Pas-de-Calais, du 12.2.37.

(2) Là nous croyons que Legay s'avancerait trop, car rien n'est moins prouvé pour le cas en question — YVON.

La vie ouvrière dans les mines (1)

Nous avons discuté de cette importante question avec les directeurs des mines que nous avons visitées.

Les explications et les chiffres qui suivront, sont donc des indications officielles.

Nous avons d'abord demandé s'il y avait un salaire minimum garanti de manière à permettre un salaire vital à chaque ouvrier ou ouvrière de la mine.

Voici les réponses que nous avons obtenues :

Il y a un salaire garanti pour un minimum de travail imposé et qu'on appelle la norme.

Chez nous, on dit « rendement ». Pour mieux comprendre, compte tenu de nos termes miniers, voilà de quoi il s'agit :

L'ouvrier mineur doit fournir un rendement établi et s'il le fournit, il obtient le salaire promis.

S'il ne fournit que 80 p. 100 du rendement fixé, il n'obtient que 80 p. 100 du salaire convenu, de même s'il ne fournit que 70 p. 100 du rendement fixé, il n'obtient que 70 p. 100 du salaire promis.

Ceci s'applique aux ouvriers et ouvrières à forfait, pour tous les ouvriers en taille et les chargeurs et chargeuses, le travail se fait aux pièces.

Il nous était dans de semblables conditions impossible d'avoir une idée des salaires payés.

Nous avons donc demandé des chiffres, les voici tels que les directeurs nous les ont donnés.

Aux mines de Gorlovka, il y a dix catégories de salairés, qui varient entre 3 roubles 70 kopeks par journée de travail et 10 roubles 50.

Nous étions stupéfaits de connaître d'aussi bas salaires, nous avons donc demandé à connaître comment ces salaires étaient fixés.

C'est, nous a-t-on appris, en utilisant les sommes mises à notre disposition, par une commission spéciale, que nous établissons le salaire de nos ouvriers.

Pour les établir, on ne tient pas seulement compte des besoins des ouvriers, mais de la situation générale de la mine.

Puis il y a le contrat collectif, celui-ci comprend les sommes mises à notre disposition pour une année.

Il doit d'abord faire la part nécessaire pour le machinisme, l'outillage, les impôts, les œuvres sociales, puis, après, répartir ce qu'il reste pour les salaires.

Evidemment dans cette somme devenue disponible, il faut prélever la part des gros salaires, car il y a malheureusement certaines personnes qui gagnent de très gros salaires, jusqu'à 2.000 roubles par mois, tandis que d'autres, nombreuses, ne gagnent que 80, 120 et 150 roubles par mois.

Au directeur de Gorlovka, nous avons dit qu'il n'était pas humain de servir des salaires aussi minimes, qu'il convenait au moins dans un régime soi-disant socialiste d'assurer le pain égal pour tous, quitte à récompenser par des sommes plus élevées, ceux qui ont des qualités professionnelles supérieures.

Nous nous sommes attiré la réponse suivante : « Il n'est pas juste de vouloir assurer le pain en suffisance pour tous. »

« Ces inégalités sont nécessaires pour stimuler l'ardeur au travail, pour obliger les ouvriers à produire plus et à se perfectionner. »

On jugera de notre surprise, d'entendre en Russie, de la bouche d'un directeur communiste, un langage aussi impitoyable, langage qui ne diffère en rien de celui de nos patrons des mines capitalistes.

Dans cette mine, comme dans toutes les autres d'ailleurs, il y a des écarts criants entre les ouvriers de même catégorie professionnelle et travaillant ensemble, dans le même chantier; le salaire collectif en taille n'existe pas.

Des femmes au fond gagnent 5 roubles par jour, d'autres 6 ou 7. On dit qu'elles sont fières d'être au travail de la mine, nous en reparlerons.

Aux mines de Makéievka, le salaire moyen pris sur l'ensemble du personnel du fond est de 12 roubles 39.

Si l'on tient compte qu'il en est qui gagnent 700-800, voire même 1.500 et 2.000 roubles par mois, on a une idée du salaire ridiculement bas de la grande partie des ouvriers.

Voici d'ailleurs le salaire moyen payé en septembre à ce dernier puits.

Haveurs : 19 roubles 37 ; abatteurs : 18 roubles 14; foreuses de mines : 15 roubles 92; remblayeurs : 11 roubles 62; boiseurs : 12 roubles 89; conducteurs de chevaux : 10 roubles 76.

Avec ces chiffres, si on tient compte de la moyenne, on est fixé sur la valeur du salaire des autres catégories.

L'important, avec ces taux de salaires, est de connaître le coût de la vie. Pour bénéficier du même pouvoir d'achat que les mineurs français, il faudrait que le mineur russe gagne un chiffre de roubles égal à celui que le mineur français gagne en chiffres francs.

Voici d'ailleurs des prix de différents objets que nous avons relevés :

Bas souliers pour hommes, 290 roubles;
Bottines pour hommes, 315 roubles;
Bas souliers pour femmes, 280 roubles;
Pardessus, 350 à 500 roubles;
Costumes pour garçonnets, 260 roubles;
Robes très simples pour femmes, 294 roubles;
Beurre, 16 roubles le kilo;
Gras de lard, 18 roubles le kilo;
Viande, selon qualité, de 6 à 9 roubles le kilo;
Pain, 1 rouble 20 le kilo;
Pommes de terre, 0,40 le kilo.

On se demande comment les femmes et les hommes qui ne gagnent que 5 à 7 roubles par jour, les chargés de famille gagnant 10 à 12 roubles par jour, peuvent vivre, car l'allocation familiale n'existe pas. (2).

Je n'insiste pas trop car ce serait trop pénible, il suffira seulement d'indiquer que dans une maison d'ouvriers, le mari et la femme, avec un traducteur officiel, nous ont dit, faire des soupes avec des feuilles de betteraves et des pommes de terre, qu'il leur était impossible de manger autre chose, ce qui mettait l'ouvrier en colère.

Nous avons d'ailleurs, à ce sujet, assisté à une scène vraiment poignante et pénible, que nous relatons dans notre rapport collectif.

Kléber LEGAY.

(1) Article paru dans le *Populaire* du Nord et du Pas-de-Calais, n° du 22 février 1937.

(2) Ceci n'est plus tout à fait exact depuis le décret du 27 juin 1936 (voir *R. P.* n° 228). Il existe maintenant des allocations familiales, mais à partir du... *septième* enfant, et pendant 5 ans seulement. — YVON.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).

38e MILLE

C'est le chiffre atteint par le nouveau tirage de la brochure de

M. YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

- Devant la demande croissante, nous avons été obligés de procéder à un nouveau tirage de **20.000** ce qui porte le chiffre total à **38.000.**
- Le plomb des premiers tirages étant usé, il nous a fallu refaire la composition en entier, à des prix plus élevés, en raison des augmentations de main-d'œuvre et de papier.
- Cependant, pour faciliter la vente, nous laissons le prix à **2** fr. et **2** fr. **25** franco l'exemplaire, mais nous revenons aux anciens prix de gros :
- Pour 5 exemplaires franco ..... **10** fr.
  Pour 10 exemplaires franco ..... **18** fr.
  Pour 50 exemplaires franco ..... **75** fr.
  Pour 100 exemplaires franco ..... **130** fr.

Achetez et diffusez !

Faites connaître la vérité sur l'U.R.S.S. !

Utilisez, pour vos commandes, notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe. Compte n° 734-99-Paris

L'opinion de la presse ouvrière

sur

L'ECONOMIE CAPITALISTE

NOUVELLE ÉDITION
de R. LOUZON

Ce que disent les uns...

Louzon s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible.

(*Le Fonctionnaire Syndicaliste.*)

◇◇◇

Cette étude magistrale doit être entre les mains de tous ceux qui veulent saisir le mécanisme de la société capitaliste et en dégager les conclusions nécessaires.

(*Le Semeur.*)

. . . . . et les autres

Le livre du camarade Louzon m'a profondément affligé...

Je trouve notamment déplorable que dans notre mouvement révolutionnaire de gauche, où il faut avoir les deux pieds fermement placés dans la vie réelle pour pouvoir faire « œuvre constructive », on fasse encore de la métaphysique économique...

Les bases sur lesquelles Louzon fonde la valeur d'échange, ainsi que les calculs mathématiques dont il se sert, sont, scientifiquement parlant, *absolument faux*...

Un certain simplisme, encore excusable du temps de Marx, ne l'est tout de même plus de nos jours chez Louzon.

(*Plus Loin.*)

Jugez par vous-même !

L'ECONOMIE CAPITALISTE

PRINCIPES D'ECONOMIE POLITIQUE

UN BEAU VOLUME DE 208 PAGES ET 3 GRAPHIQUES

12 FRANCS (FRANCO)

Utilisez pour vos commandes notre compte de chèques postaux :
REVOLUTION PROLETARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, 54 — PARIS (10e)
Compte N° 734-99 Paris